

**CONSEIL MUNICIPAL DU 9 SEPTEMBRE 2026
PROCES-VERBAL**

L'an deux mil vingt-six, le neuf septembre, le conseil municipal dûment convoqué le vingt-huit août de l'an deux mil vingt-six s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques DE SMET, Maire.

Présents : Mme BISTER Lidwine, Mme COLLONGUES Magali, M. DE SMET Jean-Jacques, M. DORSEMAINE Alain, Mme HUE Isabelle, M. LANGOUET Julien, M. LEFEBVRE Patrick, Mme MOULOUGUI BIGNEGNIE Persis, M. PERRIN Jérémie.

Absents excusés :

M. LOUAULT Vincent, donne pouvoir à M. DE SMET Jean-Jacques
Mme YANG Maële donne pouvoir à Mme HUE Isabelle

Secrétaire de séance : Lidwine BISTER

CONVOCATION :

Date convocation 28/08/2026
Affichée le 28/08/2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :

En exercice	11
Présents	9
Votants	11

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUIN 2026

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal du Conseil municipal qui s'est tenu le 4 mai 2026.

DECISIONS DU MAIRE (En vertu de l'article L. 2122-23 du CGCT)

- Renonciation à l'exercice du droit de préemption pour la parcelle cadastrée YA-0072 et YA-0074
- Devis signé avec l'agence CATON Collectivité pour le relevage de 4 concessions pour un montant de 2783€
- Devis signé avec la société CDR pour la réfection des toilettes de l'école pour un montant de 5665.20€
- Devis signé avec la société EIMF pour la réfection des toilettes de l'école pour un montant de 11860,22€
- Devis signé avec la société HNR PEINTURE pour la réfection des toilettes de l'école pour un montant de 6156€

2026-32 : DESIGNATION REFERENT DEONTOLOGUE

Il est mis en place un référent déontologue dans les conditions prévues par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 pour les élus locaux de la commune de Cigogné.

Rappel des missions du référent déontologue : L'article L. 1111-14 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que : « Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13 ».

Présentation de Madame Catherine CHAMPRENAULT : Madame Catherine CHAMPRENAULT a exercé comme magistrate de l'ordre judiciaire et a occupé, tout au long de sa carrière, différents postes : Substitute du Procureur, Première Substitute, Avocate Générale, Procureure de la République puis Procureure Générale près la Cour d'Appel de Paris.

La référente déontologue sera rémunérée par une indemnité de vacation d'un montant de 80 euros TTC par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre visé.



Cette indemnité sera versée par la commune de Cigogné directement à la référente déontologue, attestation de saisine à l'appui. Cette attestation sera fournie par la référente déontologue à l'issue de la saisine afin de justifier son intervention et sa rémunération.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Désigne** Mme Catherine CHAMPRENAULT référente déontologue pour la commune de Cigogné.

2026-33 : COMMISSION DE SUIVI EPC FRANCE : désignation des représentants de la collectivité et des représentants des riverains.

Monsieur le Maire qu'à la suite des élections du 15 mars 2026, il convient de renouveler les membres représentant la commune au Comité de suivi du site SEVESO EPC France.

Le comité de suivi veille à l'application Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) lié au site EPC France implanté sur les communes de Cigogné, Sublaines et Bléré.

Avec l'accord unanime de l'assemblée, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT, il est procédé à un vote à main levée.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

-Désigne comme membres du Comité de Suivi du Plan de Prévention des Risques Technologique -site EPC France :

Représentants de la commune :

-Titulaire : Julien LANGOUET

-Suppléant : Patrick LEFEBVRE

Représentant des riverains :

-Titulaire : Guy BODIER

-Suppléant : Bernard BODIER

2026-34 : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT 2025

La Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher est devenue compétente dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement au 1^{er} janvier 2020.

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité des services. Le rapport 2025 a été adopté par le Conseil communautaire en date du 16 juillet 2026.

Monsieur le Maire présente le rapport sur le prix et la qualité du service eau et assainissement 2025 et rappelle que les communes de Cigogné et Courçay sont gérées en régie par la communauté de communes de Loches Sud Touraine, dans le cadre d'une entente intercommunale.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

-PREND acte du rapport sur le prix et la qualité du service eau et assainissement 2025 de la Communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher,

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier

2026-35: RENOUVELLEMENT D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE DU CENTRE DE GESTION D'INDRE-ET-LOIRE

Le Maire explique que le Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire a délibéré sur la teneur du rapport d'activité. Ce rapport doit être présenté devant le Conseil municipal de chaque commune adhérente.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Prend** acte du rapport d'activité du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEL) pour l'année 2025.



2026-36: ACQUISITION PARCELLES D1026 ET 1027

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que Mme ROYER Marie-Christine propose de vendre les parcelles cadastrées D 1026 et 1027, non bâti, d'une surface totale de 514 m², lui appartenant, pour la somme totale de vingt mille euros (20 000€) .

Le Maire explique, qu'au vu de la localisation de ces terrains en plein centre du bourg à côté de l'école et la mairie et en face de l'église, il s'agit d'une opportunité pour un développement futur de services par exemple.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Approuve** l'acquisition des parcelles D1026 et 1027 à Cigogné pour la somme de 20000€ net vendeur. Il est précisé que les frais notariés afférents seront à la charge de l'acquéreur.

- **Autorise** M. le Maire à signer tous les actes relatifs à cette acquisition

- **Dit** que les dépenses en résultant seront inscrites au budget

- **Prononce** le classement de ces parcelles dans le domaine public communal à compter de la date d'acquisition.

2026-37: REGULARISATION ETAT DE LA DETTE

Dans le cadre de contrôle sur l'Etat de la dette, il s'avère que le Trésor Public a relevé une anomalie concernant le prêt n° 894HF707081 de 45000€ contracté sur 2 ans. En effet l'échéance d'avril 2025 a été de 45625€ au lieu de 45 000€ (intérêts)

Le comptable public peut régulariser cet écart par une opération d'ordre non budgétaire : crédit 1641 / débit 1068 pour 625€

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Autorise** le Comptable public à procéder aux écritures de régularisation

2026-38: DECISION MODIFICATIVE 2/2026

Le Maire explique la nécessité d'ajuster les crédits budgétaires de l'exercice en cours afin de permettre l'acquisition d'un terrain, la réalisation d'une ouverture dans l'atelier municipal et la régularisation du compte 203.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Approuve** la décision modificative n°2/2026 du Budget Principal de l'exercice 2026 comme suit :

CIGOGNE

Exercice : 2026

DECISIONS MODIFICATIVES : BALANCE							
Dépenses de fonctionnement				Recettes de fonctionnement			
Total Dépenses			0,00	Total Recettes			0,00

Dépenses d'investissement				Recettes d'investissement			
09/09/2026	2111-0	Terrains nus	36 666,66	09/09/2026	024-0	Produits des cessions d'immobilisations	36 666,66
09/09/2026	2111-0-041	Terrains nus	768,00	09/09/2026	203-0-041	Frais d'études, recherche, développement	2 574,00
09/09/2026	212-202603	Agencements et aménagements de terrains	-6 000,00				
09/09/2026	2131-0	Bâtiments publics	6 000,00				
09/09/2026	2131-0-041	Bâtiments publics	1 806,00				
Total Dépenses			39 240,66	Total Recettes			39 240,66



INFORMATIONS DIVERSES

- Retour sur la commission voirie de la Communauté de communes.

Julien Langouet explique qu'il n'y a pas eu de décision prise quant à la location d'une balayeuse ou faire appel à un prestataire extérieur.

- Cig-Bar

Le Maire déplore que le Cig-bar ne s'est pas poursuivi cet été après son lancement.

Julien Langouet, président du comité des fêtes explique qu'il y avait un manque de moyens humains pendant les vacances.

- Information Catastrophe naturelle.

L'information est faite sur le site internet concernant la procédure de reconnaissance de la ville en catastrophe naturelle à la suite de la sécheresse cette année. La commune va surement déposer elle aussi un dossier pour des fissures constatées sur l'école.

- Contrôle

Les installations de la plaine de jeux et de l'école seront contrôlées d'ici quelques jours. Le Maire rappelle que la commune a la responsabilité légale de la sécurité et de l'entretien de ces installations.

- Ecole :

Les travaux de réfection des WC de l'école sont programmés pour les vacances scolaires d'automne.

Le Maire rappelle que la commune ne peut prendre en charge la maintenance d'appareils qui ne lui appartiennent pas.

Levée de la séance à 21h30

La secrétaire de Séance



Le Maire

